



Appel Ouvert de Build Better Lives au nouveau Commissaire à l'Énergie et au Logement

Nous – la société civile européenne – représentée par les ONG sociales, sanitaires et environnementales, les autorités locales, les syndicats et les mouvements de jeunesse – appelons les décideurs de l'UE à agir immédiatement face aux crises interconnectées du manque de logements abordables, de la hausse du coût de l'énergie et du changement climatique.

La création d'un nouveau portefeuille de l'UE couvrant les secteurs de l'énergie et du logement représente une opportunité unique pour faire progresser une transition ambitieuse et équitable dans l'environnement bâti, permettant de générer de multiples bénéfices pour le système énergétique, l'environnement et les citoyens. Nos bâtiments sont responsables de jusqu'à 40 % de la consommation énergétique totale de l'UE, et 75 % d'entre eux sont inefficaces. Cela signifie que la majorité des habitants de l'UE vivent dans des logements coûteux et inconfortables. Rendre nos logements plus performants sur le plan énergétique et basés sur des énergies renouvelables peut réduire notre dépendance aux combustibles fossiles nuisibles, coûteux et peu fiables, renforçant ainsi la sécurité énergétique de l'UE tout en protégeant les populations contre la précarité énergétique en diminuant leurs factures d'énergie (et par conséquent le coût de la vie des ménages). Cette transition permettra également d'améliorer le confort thermique tout au long de l'année, de protéger et d'améliorer la santé des ménages, tout en luttant contre la crise climatique.

L'objectif ultime est d'éradiquer la crise actuelle du logement et d'offrir des logements décents, abordables et à haute efficacité énergétique pour tous.

Pour que cette vision devienne réalité, nous appelons le nouveau Commissaire européen à l'Énergie et au Logement à :

SOUTENIR LA MISE EN ŒUVRE DE LA DIRECTIVE SUR LA PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE DES BÂTIMENTS (EPBD)

La directive européenne sur la performance énergétique des bâtiments (EPBD) doit être transposée et mise en œuvre au niveau national de manière ambitieuse et socialement équitable. La Commission européenne doit surveiller et soutenir les efforts des États membres pour atteindre les objectifs nationaux d'économies d'énergie dans le secteur résidentiel. À cet égard, **donner la priorité aux bâtiments les moins performants sera d'une importance cruciale.** Le déploiement de nouveaux outils réglementaires (tels que les normes minimales de performance énergétique - MEPS) et d'autres programmes et initiatives de rénovation **devra impérativement être accompagné de financements, d'une assistance technique et de garanties sociales.** Cela permettra de lutter efficacement contre la précarité énergétique, d'encourager la participation citoyenne à la transition énergétique et de tripler les taux actuels de rénovations (profondes) annuelles. Cette approche devra être maintenue et renforcée par des initiatives futures, comme le "Paquet énergie citoyenne" annoncé et le "Plan européen pour des logements abordables."



- Les garanties sociales devront être conçues à l'échelle nationale, et surtout locale, afin que la vague de rénovation à venir cible et élimine réellement la précarité énergétique. Ces garanties devront s'accompagner de mesures pour atténuer la crise actuelle du logement et protéger les locataires ainsi que les propriétaires occupants vulnérables, assurant ainsi l'accessibilité au logement pour tous. Les programmes de rénovation devront également prendre en compte une diversité de types d'habitations, notamment les immeubles collectifs.
- Les politiques à l'échelle de l'UE et des États membres devront prioriser des rénovations profondes, intégrées et holistiques, qui réduisent les coûts énergétiques des ménages tout en intégrant les bâtiments dans un système énergétique européen plus large. Améliorer l'efficacité énergétique grâce à l'isolation, combinée à l'adoption de solutions de chauffage renouvelable et soutenue par la réorientation des subventions aux combustibles fossiles vers ces objectifs, permettra de réaliser des économies d'énergie substantielles et de réduire les émissions. Les bâtiments à haute efficacité énergétique peuvent jouer un rôle plus actif dans le système énergétique, en réduisant le besoin d'investissements supplémentaires, tout en facilitant la sécurité énergétique de l'UE.

RENFORCER LE PLAN POUR DES LOGEMENTS ABORDABLES AVEC UN FINANCEMENT ADÉQUAT ET CIBLÉ

- Un cadre habilitant adéquat doit être mis en place au niveau de l'UE pour soutenir efficacement le déploiement des actions climatiques dans le secteur du bâtiment au niveau national. Compte tenu du déficit d'investissement actuel nécessaire pour décarboner le parc immobilier, les fonds de cohésion doivent être mieux utilisés, redirigés vers des objectifs de décarbonation des bâtiments, et augmentés dans le cadre du futur cadre financier pluriannuel. Cela permettra d'accélérer les taux de rénovation profonde et d'encourager des activités de construction respectueuses de l'environnement dédiées au logement abordable, afin de répondre aux besoins en logements de l'UE. Une meilleure affectation des financements (notamment au niveau national) signifie donner la priorité aux tranches les plus vulnérables de la société et aux bâtiments les moins performants. Les décideurs politiques nationaux devront prendre en compte les dimensions économiques et non économiques (tel que l'origine ethnique, l'âge, le sexe, etc.) lors de la conception de programmes financiers pour les rénovations et l'assistance technique.
- Il est essentiel que le **Fonds social pour le climat (SCF)** privilégie les tranches de la société les plus touchées par l'établissement du nouveau système d'échange de quotas d'émission (ETS-2 de l'UE) couvrant les émissions de GES des bâtiments et des transports routiers. Afin de multiplier les avantages de la rénovation énergétique pour la société dans son ensemble, les États membres devraient être encouragés à promouvoir et exploiter davantage des solutions innovantes utilisant **les revenus de l'ETS-2 de l'UE et toutes autres sources de financement de l'UE**. Ces ressources devront soutenir à la fois des programmes de rénovation énergétique à grande échelle et l'adoption nécessaire de solutions de chauffage renouvelable.



GARANTIR L'ASSISTANCE TECHNIQUE, SOUTENIR LA GOUVERNANCE À MULTIPLES NIVEAUX ET L'IMPLICATION DU NIVEAU LOCAL

- Activer et accompagner les acteurs nationaux, régionaux et locaux pour qu'ils deviennent les pionniers de la transition dans notre environnement bâti. Une planification efficace à l'échelle nationale, visant à maximiser les gains immédiats, sera essentielle pour établir une feuille de route claire et compatible avec l'Accord de Paris pour nos bâtiments. Le processus d'élaboration des **Plans nationaux de rénovation des bâtiments** doit être considéré comme une opportunité pour relever les défis et exploiter les opportunités liées à la mise en œuvre de la directive EPBD et au-delà. Ces plans peuvent contribuer à optimiser les réalités urbaines et à bâtir des communautés inclusives et résilientes face aux aléas climatiques. Dans ce cadre, renforcer le rôle des autorités publiques, grâce à l'assistance technique et à des activités de renforcement des capacités (notamment au niveau local), ainsi que la mise en place de guichets uniques (One stop Shops) pour soutenir les projets de rénovation des ménages, peut garantir une transition juste et inclusive dans l'environnement bâti.
- De plus, il est crucial d'assurer des capacités administratives suffisantes grâce à l'assistance technique pour les niveaux régional et local. Sans un personnel compétent et en nombre suffisant pour canaliser efficacement les fonds et mettre en œuvre les initiatives, les progrès risquent d'être retardés. Une bonne planification à long terme implique également de préparer en amont la main-d'œuvre du secteur de la construction afin de répondre aux besoins croissants en rénovations. Cela inclut la création d'un nombre suffisant d'emplois directs avec des conditions de travail décentes, la qualification et la revalorisation des travailleurs de la construction, ainsi que davantage de protection et d'inclusion liées aux emplois verts. L'implication des syndicats, aux côtés des autres acteurs sociaux et des organisations de la société civile, dans toutes les activités de planification, sera essentielle pour maximiser le potentiel social de la transition dans l'environnement bâti.

Les ménages européens et notre climat ne peuvent attendre. Le nouveau Commissaire à l'Énergie et au Logement, ainsi que l'ensemble des décideurs politiques, avec le soutien de la société civile, doivent mettre en place un cadre favorable qui donne la priorité à la mise à disposition de logements abordables et à haute efficacité énergétique pour tous. Réhabiliter et rénover les espaces vacants, isoler les bâtiments les plus énergivores, et abandonner les combustibles fossiles au profit de solutions de chauffage et de refroidissement renouvelables nécessitent un soutien financier significatif, une assistance technique et des protections sociales solides. Une transition socialement juste et ambitieuse de l'environnement bâti commence par la mise au point de meilleurs bâtiments aujourd'hui pour de meilleures vies demain.

